

Concours : ENM - 1er concours

Epreuve : Connaissance du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Comment s'expriment, selon vous, les besoins et la réalité de la solidarité dans la société française contemporaine ?

En 1981, Pierre Rosanvallon constatait une Crise de l'Etat-providence dans un contexte de crise économique coïncidant avec deux chocs géopolitiques et de mutations sociales traduisant l'avènement d'une société post-moderne méfiante à l'égard de interventions de l'Etat. Or, l'Etat-providence (ou welfare state) qui a émergé après la seconde guerre mondiale était une manifestation de la solidarité nationale que mettait notamment en avant le préambule de la Constitution de 1946. Avec la fin de l'Etat-providence, se pose la question du sort de cette solidarité.

La solidarité est un terme ambivalent. Il renvoie à la fois à un processus et à une valeur. En tant que processus, la solidarité traduit une solidification par l'imbriication, le rapprochement d'entités distinctes. Par la solidarité, ce qui est fragile ou isolé devient plus robuste. En tant que valeur, la solidarité apparaît comme un idéal véhiculé notamment par les religions. Etre solidaire c'est aider son prochain, lui apporter une assistance face aux épreuves de la vie. Cette valeur a semble-t-il survécu à la sécularisation des sociétés occidentales, en témoigne la référence fréquente à la notion de solidarité. Face aux inégalités inhérentes à toute société, le destin de chacun lui étant propre, la solidarité peut apparaître comme un besoin. Le besoin de solidarité se justifie par la nécessité du vivre-ensemble que postule le concept de société. En effet, une société étant un ensemble d'individus partageant des normes et des valeurs communes leur permettant de vivre ensemble en harmonie, la solidarité devient un moyen de préserver cette communauté. Il s'agit de ne laisser personne en marge de la société. Toutefois, la réalité peut s'éloigner de cet idéal de solidarité. Le besoin de solidarité n'est pas toujours

satisfait. Le contrat s'exprime de différentes manières dans la société française contemporaine. Il apparaît à l'observation des mutations qu'a connues cette dernière.

La société française est un groupe de personnes partageant les normes et valeurs de la France, exprimées notamment dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et les préambules des différentes constitutions qui se sont succédées depuis lors. C'est d'ailleurs la Révolution française qui marque, selon les historiens, les débuts de l'époque contemporaine. Une grande partie des valeurs actuelles est héritée de cette période. Toutefois, la société française a connu de profondes mutations si bien qu'il faut entendre le terme "contemporain" de manière plus souple. La solidarité nationale a particulièrement été éprouvée au sortir de la Seconde guerre mondiale, et s'est depuis lors transformée en profondeur. Ce sont ces mutations qu'il conviendra d'analyser plus avant.

Les sociétés ont connu historiquement une évolution que Durkheim a analysée à travers l'opposition entre solidarité mécanique et solidarité organique. La première nie l'individualité, l'individu s'intègre à la société par une imitation de ses pairs. La seconde implique au contraire une intégration par différenciation, par la reconnaissance de l'individualité qui a fait émerger la division du travail. Les sociétés contemporaines répondent de ce ^{dernier} schéma. L'homme s'est peu à peu affirmé à la fois dans son universalité et dans son individualité, que ce soit par les enseignements humanistes du XVI^e siècle ou l'influence des Lumières au XVIII^e siècle. L'individu est au cœur des réflexions philosophiques, sociologiques ou économiques. A dès lors émergé un individualisme qui peut faire craindre un délitement de la solidarité.

En effet, dans un contexte d'affaiblissement des liens sociaux illustré par une crise des institutions socialisatrices traditionnelles (école, famille, armée) et de l'Etat-providence, la solidarité semble reléguée derrière l'individu. L'homme moderne, "esclave de la modernité" selon Paul Valéry, est aujourd'hui post-moderne, en perte de repères. La modernité et le progrès se justifient que par eux-mêmes, participant d'un désenchantement du monde mis en lumière par Max Weber et Marcel Gauchet. Or, le besoin de solidarité apparaît comme pressant. Les inégalités économiques et sociales tendent à s'accroître, les rapports de domination à se transformer. Il semble nécessaire de se mettre ensemble, de mettre en commun ses forces pour servir ses intérêts et les intérêts de la société française. Cela est toutefois complexe. La satisfaction du besoin de solidarité est en réalité insatisfaisante exprimant plus généralement un malaise

sociale et sociétale profond invitant à redéfinir les fondements du vivre-ensemble.

Aussi, face au combat de la complexité à mettre en œuvre une solidarité doit avoir besoin les plus fragiles (I), de nouvelles formes de solidarité ont émergé (II).

I. Une solidarité complexe à mettre en œuvre

La solidarité peut se manifester de deux manières. Verticalement, elle implique l'intervention de l'Etat, laquelle permet à la société de faire corps mais est aujourd'hui soumise à diverses contraintes (A). Horizontalement, elle rassemble les citoyens entre eux, ce que freine l'individualisme contemporain (B).

A) Une intervention étatique contrainte.

L'Etat est la réponse que les hommes ont trouvée pour réprimer la "guerre de tous contre tous" (Hobbes) ou la violation de droits sacrés (Rousseau). Le contrat social l'érige en entité qui permet à la société de faire corps, l'Etat étant la traduction et la source d'une solidarité nécessaire. L'intervention étatique est toutefois soumise à des contraintes, lesquelles sont variées et illustrent un délitement de la solidarité.

Les contraintes sont d'abord économiques. Le rôle de l'Etat dans l'économie a fait l'objet d'évolutions depuis les manufactures d'Etat instituées par Colbert jusqu'à la pensée néolibérale en passant par les théories libérales classiques d'Adam Smith. L'Etat n'est peu à peu effacé en matière économique, mais son intervention est quand même justifiée en certains domaines. R. Musgrave, en 1956, décomposait trois fonctions pour l'Etat dans l'économie : une fonction d'allocation des ressources, une fonction de stabilisation et une fonction de redistribution. Cette dernière exprime une logique solidariste. L'Etat, par son intervention, devrait redistribuer les richesses et ainsi résorber les inégalités qui, dans une économie mue par la consommation, sont inefficaces. Cette redistribution se fait essentiellement par l'impôt; ceux qui contribuent davantage participent à assurer des moyens de subsistance aux plus fragiles. Cette conception a toutefois été remise en cause par la théorie néolibérale qui, à l'image du Thatcherisme dans les années 1970-1980, prônait la réduction radicale de l'impôt accusé de freiner le développement économique. La France a subi une

évolution unitaire, en témoigne ce qui a été qualifié de "tournant libéral" sous la présidence de François Mitterrand - La désindexation des prix et des salaires dans les années 1980, pour répondre à une tension inflationniste, en est une illustration.

L'intervention de l'Etat dans une perspective de solidarité a donc été remise en cause. Elle l'est aujourd'hui encore sous l'influence de la Nouvelle économie publique, incarnée notamment par Buchanan aux Etats-Unis - La gestion de l'Etat devrait s'inspirer de la gestion privée afin de servir l'intérêt général qui serait, selon les adeptes de ce courant, satisfait par la minimisation des dépenses publiques - La loi organique relative aux lois de finances de 2001 s'inscrit également dans cette philosophie en ce qu'elle introduit une logique gestionnaire en finances publiques, proche des enseignements du "New public management". La performance est mise en avant, au détriment de la solidarité, alors même que les inégalités tendent à croître. En pratique, cela se traduit par des mesures, parfois symboliques, qui illustrent un déclin de la solidarité nationale : réduction en 2017 de l'aide personnalisée au logement de 5 euros par bénéficiaire et par mois, suppression en 2018 de l'impôt de solidarité sur la fortune, rationalisation annoncée des allocations familiales - On arrive finalement à une mise du service public en raison de l'effacement de l'Etat soumis à des contraintes économiques.

En lien avec ces contraintes économiques, il est possible d'évoquer des contraintes démographiques qui remettent en cause la solidarité nationale alors même qu'un fort besoin est exprimé. La population française est vieillissante. Or, la sécurité sociale est en grande partie financée par les actifs, les quels voient leur part décroître - Dès lors, le financement des prestations de santé et de retraite devient plus complexe - La solidarité intergénérationnelle est mise à mal du fait d'un manque de ressources et d'une perte de confiance dans le système - Si les actifs acceptent de financer la retraite de leurs aînés, c'est parce qu'ils ont la certitude que leur propre retraite sera elle aussi financée - Une telle attitude est aujourd'hui ébranlée, obligeant les gouvernements successifs à prendre acte du vieillissement de la population et à modifier les conditions de la retraite, et notamment l'âge pour bénéficier d'une pension à taux plein (62 ans aujourd'hui en principe si la retraite a suffisamment cotisé).

La démographie exerce également une pression sur le marché du travail, en lien avec une situation économique toujours fragile - De cela il ressort une tension entre les "insiders", qui exercent en emploi, et les "outsiders", qui cherchent à en occuper un. Le modèle économique enseigne que les premiers mettent en place une stratégie collective pour empêcher la concurrence des seconds et

Concours : ENM - 1er concours

Epreuve : Connaissance du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



permettrait ainsi d'expliquer une solidarité moindre, notamment face à des flux migratoires massifs que les pays européens connaissent depuis le début des années 2010 -

Il convient enfin de mentionner une dernière contrainte pesant sur l'Etat et l'empêchant de jouer un rôle plus important en matière de solidarité - Il s'agit d'une crise de confiance dans les institutions publiques exprimée par une partie de la population - La légitimité bureaucratique au sens webérien serait mise à mal, l'Etat peinant à unifier, à rassembler autour d'idéaux communs parmi lesquels la solidarité nationale -

L'Etat est ainsi soumis à des contraintes variées qui, malgré un besoin de solidarité pour aider les plus fragiles, peinent à remplir son rôle - Le constat se double d'un individualisme prégnant qui freine la solidarité dans la société française contemporaine -

B) Un individualisme freinant la solidarité

Emile Durkheim, en 1891, écrivait dans De la division du travail que la solidarité organique caractérisant les sociétés contemporaines reconnaissait la différence de chaque individu tout en se servant de cette différence pour se consolider - La division du travail implique en effet une interdépendance justifiant une solidarité - Toutefois, la société doit s'assurer que l'individu soit suffisamment intégré par les institutions socialisatrices, au risque de voir s'étioler le lien social par la disparition des normes - Cela mène à l'anomie selon le sociologue, laquelle se traduit par un accroissement du nombre de suicides - Il existe donc un réel besoin de normes et de solidarité - L'individualisme contemporain complexifie la satisfaction de ce besoin - L'individualisme est un constat partagé par la majeure partie des observateurs de la société - L'individu est

N°

5.1.12

au cœur des différentes réflexions, chacun n'agissant, semble-t-il, que dans son propre intérêt. Le désenchantement du monde, qui proviendrait selon Weber du rejet du sacré en raison de l'avancée des sciences et de l'émancipation de l'individu, fait perdre de sa force à certaines valeurs jugées comme essentielles et prônées par les religions, notamment la solidarité à l'égard de son prochain. L'individualisme nuirait à la solidarité.

La crise de l'action collective en est une autre illustration. La solidarité est en effet nécessaire à la mise en œuvre d'actions collectives tournées vers la défense d'intérêts sectoriels ou particuliers. Ainsi, certaines professions font valoir, par le biais d'une action concertée et commune, leurs intérêts afin d'influencer certains positions des pouvoirs publics. Force est toutefois de constater que ces mouvements collectifs se sont transformés. Les syndicats connaissent en effet, depuis la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle, une baisse constante de leur nombre d'adhérents réduisant d'autant leur force de persuasion à l'égard des pouvoirs publics. Cette baisse peut s'expliquer par la théorie du "free rider" ou passager clandestin de Mancur Olson. Ce dernier montre en effet que dans une action collective, un individu rationnel a intérêt en général à laisser les autres agir puisqu'il en tire des gains sans subir de coûts. Finalement, tout individu raisonnant de la sorte, l'action collective devient impossible, illustrant le manque de solidarité que prône l'individualisme contemporain. La difficile mobilisation collective l'illustre.

Le même constat peut être transporté à un échelon international. Alors que les Etats ont intérêt, économiquement, à être solidaires en pratiquant le libre-échange, Paul Krugman, prix Nobel d'économie en 1992, a montré que chacun d'entre eux est incité à ne pas coopérer. En se fondant sur la théorie des jeux, il a démontré pourquoi le protectionnisme était, encore aujourd'hui, rationnel en dépit de la solidarité internationale.

L'individualisme est donc un frein pour la solidarité, ce qui nuit à la société dans son ensemble. En effet, Bearman et Hoffman, en 2016, ont cherché à vérifier l'hypothèse d'Emile Durkheim relative au suicide anodin. Dans "Bringing anomy back in", ils ont observé une corrélation statistique entre les événements graves mettant en cause l'identité collective (comme les événements du 11 septembre 2001 à New-York) et le nombre de suicides. La société ne parviendrait pas à faire corps, si bien que livrés à eux-mêmes, les individus en besoin de solidarité se suicideraient davantage.

face à ce constat, l'on pourrait penser que certaines instances de socialisation résisteraient à l'individualisme, la solidarité étant plus forte. Tel est le cas de la famille. Toutefois, même à l'égard de cette dernière, la solidarité semble se déliter. Les structures familiales se sont progressivement modifiées, la famille nucléaire étant un modèle majoritaire. Les divorces sont en constante augmentation, les mariages en baisse. On observe également une perte d'intérêt pour les aînés, impliquant l'intervention de l'Etat afin d'assurer leur protection. La professionnalisation des tutelles, pourtant chargées des familles, l'illustre. L'Etat a dû créer en 2007 des mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

Finalement, la solidarité apparaît comme complexe à mettre en œuvre dans la société française contemporaine, que ce soit de manière verticale ou horizontale. Or, ce délitement de la solidarité n'est pas sans soulever une interrogation sur la capacité à maintenir un lien social et donc à faire société. Il semblerait que la société se soit adaptée, de nouvelles formes de solidarité ayant émergé pour tenter de pallier cette insuffisance.

II. L'émergence de nouvelles formes de solidarité.

Les besoins de solidarité continuent d'exister malgré l'avènement de l'individualisme. Il y est toutefois répondu de manière différente, la solidarité et l'individualisme coexistant. Cela se traduit d'une part par une mutation des formes de l'action collective (A) et d'autre part par une adaptation de la solidarité matérielle (B).

A) La mutation de l'action collective

La complexité à mettre en œuvre une solidarité suffisante pour porter une contestation collective a pu poser la question de savoir si le militantisme allait disparaître. A la vérité, les sociologues ont fait observer une mutation de l'action collective qui invite à interroger les solidarités traditionnelles. La solidarité demeure, sous des formes nouvelles toutefois.

Erik Neveu est un sociologue français qui s'est intéressé à la question et a fait émerger ce qu'il a appelé les "nouveaux mouvements sociaux" (ou NMS). Il explique en effet que malgré l'apparent déclin du militantisme qui auraient initié les mouvements de mai 1968 prônant une émancipation individuelle, ce militantisme demeure sous des formes nouvelles. I

serait davantage choisi par l'individu plutôt que dicté par le syndicat ou le groupe social. Il serait également plus réfléchi, moins passionné, les revendications étant par ailleurs plus qualitatives (écologie, santé) que quantitatives (augmentation de salaires). Finalement, la solidarité continuerait d'être forte, mais elle serait le fruit de processus différents, respectant l'individualité de chacun. Ces nouveaux mouvements sociaux doivent en outre, selon Erik Neveu, obtenir l'adhésion du plus grand nombre afin que leurs revendications soient entendues et que les pouvoirs publics leur reconnaissent une légitimité. Dans cette optique, les médias joueraient selon le sociologue un important rôle d'impulsion en relayant de manière plus ou moins favorable les revendications. Les nouveaux mouvements sociaux doivent donc plaire à l'opinion publique, et tenter pour cela d'être originaux par leurs slogans ou les déguisements des manifestants. La solidarité au sein de ces mouvements s'exerce également de manière différente, plus horizontale. L'assemblée générale y occupe une place centrale (au détriment par exemple de instances syndicales), chacun pouvant exprimer son opinion. Le mouvement "Nuit Debout", au printemps 2016, s'inscrit résolument dans cette tendance.

L'action collective a connu d'autres mutations. A cet égard, l'accroissement du rôle et du poids des associations doit être souligné, notamment lorsque ces associations ont pour objet la défense d'intérêts catégoriels, que ce soit en matière de consommation, de santé ou de discrimination. Ces associations ne sont ni reconnaître une importance telle qu'on en parle parfois comme de concurrents au ministère public en matière pénale. Il est en effet à noter que l'Etat a accru les droits de ces associations en leur reconnaissant, via une procédure d'habilitation ou d'agrément, la possibilité de défendre des intérêts collectifs proches de ce que Serge Guichard appelait les "grands causes". L'association permet à la voix d'individus de porter, équilibrant ainsi les rapports de force entre les différents acteurs. La solidarité sert alors l'individu. L'Etat impulse cette nouvelle forme de solidarité, par divers biais, notamment la déduction fiscale des dons consentis à certaines associations.

Il est enfin possible de souligner le rôle des nouvelles technologies dans la mutation de l'action collective, traduisant une transformation de réalité de la solidarité. Cette solidarité est aujourd'hui plus numérique, les réseaux sociaux permettant de s'unir, de s'entraider, de faire circuler des pétitions et autres revendications.

Concours : ENM - 1er concours

Epreuve : Connaissance du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



De nouvelles formes de solidarité tendent donc à émerger, ce qui illustre la mutation de l'action collective. Au-delà de cette action collective, il convient de mettre en lumière une récente adaptation de la solidarité nationale.

B) L'adaptation de la solidarité nationale

La solidarité nationale est un besoin en raison de la situation de fragilité de certains membres de la société. Cette solidarité s'illustre différemment aujourd'hui. Il faut en effet penser la solidarité à l'échelle européenne, laquelle semble éloignée des préoccupations individuelles. Si l'Union européenne a adopté une politique de solidarité via des fonds de solidarité permettant de rééquilibrer les disparités de richesse entre les diverses zones (via le Fonds social européen par exemple), la solidarité est aujourd'hui plus souvent locale. En vertu d'un principe de subsidiarité, l'échelon local est plus légitime à régler certaines questions. La France ayant choisi la décentralisation malgré sa tradition jacobine, les collectivités locales ont été dotées de compétences plurielles et importantes pour les citoyens, notamment en matière d'aide sociale. Le département est par exemple en charge de la gestion du revenu de solidarité active pour les plus démunis - les communes ont une clause générale de compétence leur permettant d'intervenir selon les besoins concrets de leurs habitants et ainsi d'adapter la solidarité communale à la situation. L'on observe également un développement des associations de quartier ayant pour objet de répondre, à une échelle réduite, aux besoins des individus. A cet égard, il est possible de rapprocher ces associations de quartier des "gated communities" ou "communautés enclavées" qui ont émergé aux Etats-Unis mais également dans certains quartiers du sud de la France. Fermés sur l'extérieur, ces quartiers reposent sur une confiance et une solidarité entre leurs habitants qui mettent en commun leurs ressources pour arriver

N°

2/12

la tranquillité et la sécurité de tous. L'on voit toutefois poindre le risque de communautarisme contraire à l'idée de solidarité nationale. La solidarité serait aujourd'hui avant tout locale. Elle devient même l.-il nationale lors d'événements heureux ou tragiques qui interrogent chaque citoyen en sa qualité de français. Tel est le cas lors de grande victoires sportives de l'équipe nationale (par exemple le 12 juillet 1998 après la victoire en finale de coupe du monde de football) ou d'attentat terroriste (le 11 janvier 2015, plusieurs millions de français se sont rassemblés à la suite des attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher de Montrouge pour montrer leur solidarité face au terrorisme). La solidarité est également nationale lors de l'accomplissement de rites républicains tels que la fête nationale du 14 juillet ou l'inhumation au Panthéon de grands hommes ou grandes femmes.

Enfin, la solidarité nationale s'est adaptée pour répondre à certains risques sociaux considérés comme les plus graves. Si l'Etat continue de prendre en charge certains dépenses au titre de la sécurité sociale, le poids des mutuelles privées est en constante augmentation.

* * * *

En guise de conclusion, il convient de souligner que malgré l'apparent déclin de la solidarité au profit d'un individualisme exacerbé, l'on observe une modification de formes et de fonctions de la solidarité. Les besoins de solidarité demeurent importants mais force est de constater que leur complète satisfaction est aujourd'hui illusoire. Maslow illustre sous forme de pyramide les différents besoins de l'homme. Au bas de la pyramide se trouvaient les besoins primaires d'alimentation et de logement. Le besoin d'appartenance est en troisième position. Au sommet de la pyramide se trouve le besoin de réalisation de soi. Les besoins inférieurs doivent être satisfaits avant de pouvoir combler un besoin supérieur. Or, l'individualisme contemporain invite à se demander si le besoin de réalisation personnelle n'est pas envisagé avant le besoin d'appartenance, lequel traduit une solidarité en déclin.

N°

.../...